Dans l'enfer de l'hôtel



Dans l'enfer de l'hotel

LOGEMENT

16/09/2020

L’État paie chaque jour plusieurs dizaines de milliers de nuitées hôtelières afin de mettre à l’abri des familles avec enfants. Logeant dans des chambres minuscules, souvent sans possibilité de cuisiner, dans un hôtel éloigné des commerces, ces familles se retrouvent des années durant prisonnières de ce système.

Le temps du confinement dû à l’épidémie de coronavirus a renforcé leur isolement. Justine, Aura et Nassira (prénoms modifiés) nous ont ouvert la porte de leur chambre

d’hôtel. Trois vies de femmes, trois paroles témoignant de conditions de vie extrême et de la force pour y faire face.

Chez Justine, à Aubervilliers

C’est un petit hôtel situé dans une zone commerciale, à côté d’entrepôts, à Aubervilliers, en banlieue parisienne. La chambre n° 20 donne sur la cour où sont entreposées des poussettes. « *Bienvenue chez nous !* » clame Justine, 34 ans, un sourire aux lèvres, ce jour de janvier 2020 où elle me reçoit pour la première fois.

La jeune femme d’origine camerounaise vit ici depuis un an avec son fils Angelo, âgé de 3 ans. À l’intérieur, un lit pour deux personnes occupe tout l’espace de la pièce de 8 m². Deux valises remplies de vêtements, un réfrigérateur, un micro-ondes, une table avec une télé, des petits meubles de rangement et un évier complètent la pièce. Dans un coin, par terre, un sac de jouets pour Angelo.

« *On dort avec les assiettes, tout est mélangé, ici* », soupire Justine. Les sanitaires (douche et toilettes) sont dans la cour. « *C’est dur, la nuit, d’y aller dans le froid et c’est sale. J’y pulvérise à chaque fois de l’eau de Javel* », précise la jeune femme. Elle préfère que son fils utilise le pot « *afin d’éviter qu’il ne touche les murs sales des sanitaires* ».

Durant le confinement, Justine a dû vivre dans cette minuscule chambre avec son fils. « *C’est compliqué déjà pour les autres d’être enfermés dans une grande maison, alors imaginez pour nous ! Mais nous n’avons pas le choix* », déclare la jeune femme, lucide, lorsque je l’appelle en plein confinement. « *Non, tu n’as pas le droit de jouer au ballon dans la chambre* », dit-elle à son fils.

Au quotidien, la jeune maman ruse pour occuper Angelo qui s’ennuie sans école. Exceptionnellement, l’enfant a le droit de jouer dans la cour alors que l’hôtelier

l’interdisait avant le confinement, mais Justine craint que son fils n’attrape le virus avec les autres enfants de l’hôtel.

La jeune Camerounaise bénéficie de chèques services et d’un crédit pour son téléphone grâce au Secours Catholique, ce qui lui permet d’échanger avec d’autres mamans vivant à l’hôtel pendant le confinement : « *Ça fait du bien de garder le lien* », confie-t-elle.

Enfermés

Ici, je n’ai ni le droit de cuisiner, ni celui de faire la lessive et d’étendre le linge. Nous sommes traités comme des animaux

Justine

J’ai fait connaissance avec Justine mais aussi avec Aura et Nassira en ce début d’année 2020, avant l’épidémie de coronavirus. Je rencontre Justine pour la première fois un matin, alors qu’elle se rend au Secours populaire du 18^{e} arrondissement de Paris, où elle est domiciliée pour récupérer son courrier, notamment de la part du Samu social qui l’a orientée sur cet hôtel. Elle en profite pour aller faire le marché, mais elle doit limiter les achats de légumes « *par manque de place dans le petit frigo* ».

De retour à l’hôtel, Justine prend une éponge dans l’évier, y verse de l’eau de Javel et nettoie le sol avec soin. C’est l’heure de préparer le repas. « *Ici je n’ai ni le droit de cuisiner, ni celui de faire la lessive et d’étendre le linge. Mais je fais les deux, bien évidemment, je n’ai pas le choix. Je les fais alternativement pour éviter les odeurs sur le linge. Il y a tellement de règles à respecter que je me demande si l’hôtelier lui-même pourrait les supporter. Nous sommes traités comme des animaux.* »

L’hôtel, un hébergement d’urgence saturé
D’après le Samu social, environ 57 000 personnes sont hébergées à l’hôtel. L’hôtel est devenu la solution de facilité pour éviter à des familles avec enfants, souvent sans papiers, de se retrouver à la rue. « C’est une offre immédiatement disponible, avec une élasticité qui permet de s’adapter à la demande », observe Christine Laconde, directrice du Samu social, dans le Journal des acteurs sociaux.
« Mais cela repose sur deux leurres : c’est croire que l’hébergement à l’hôtel est provisoire et réversible, et que l’hôtel coûte moins cher que de construire des centres. » 43 % des familles hébergées vivent en effet à l’hôtel depuis plus de deux ans. Et une nuit à l’hôtel coûte 17,50 € par personne, un coût qui ne prend pas en compte l’accompagnement social et l’alimentation.

BOEUF AUX ÉPINARDS

À midi, Justine a préparé du bœuf et des épinards, revenus avec des oignons et des épices : c’est un ndolé, un plat typique du Cameroun. Justine sort une plaque électrique de sous son lit et la pose sur le sol. « Comment je fais, sinon ? se plaint-elle. Ce n’est pas possible, avec le seul micro-onde de la chambre, de manger sainement. »

Et tant pis si l’hôtelier risque de la surprendre. « Quand nous ne sommes pas là, il ouvre les chambres et vérifie, alors je cache ma plaque sous le lit. Nous ne sommes pas des prisonniers ! s’exclame-t-elle, nous avons droit à la liberté. » Pendant que le plat mijote, Justine en remue le contenu avec une cuiller : « Ça me fatigue de me courber pour cuisiner par terre, ça m’énerve. »

La télévision est allumée. Tout à coup un cafard se faufile sur le mur au-dessus du frigo. Justine saisit son chausson et l’écrase. Elle rit : « *Angelo trouve les cafards très*

mignons. Il faut dire que ce n'est rien à côté des souris qu'on avait dans l'ancien hôtel, dans le 18e arrondissement, et il y avait aussi des punaises de lit. J'ai dû changer d'hôtel, car il a fermé pour cause d'insalubrité. » Elle en a gardé une habitude : celle de repasser ses vêtements pour tuer les puces.

Justine a connu quatre hôtels différents. Arrivée du Cameroun en France en 2015, elle a d'abord dormi chez une amie. Puis une grossesse s'est déclarée. Son amie ne pouvait plus l'héberger avec Angelo. Le 115 l'a donc mise à l'abri dans un hôtel. Sans papiers pendant quatre ans, Justine a désormais un titre de séjour valable six mois avec l'autorisation de travailler.

FOU DE JOIE

Elle fait désormais des ménages chez Alice, bénévole rencontrée au Secours Catholique : « *Chez elle, il y a de l'espace. C'est presque comme une maison. Un jour, j'y suis allée avec Angelo. Il a découvert la baignoire et pris un bain pendant deux heures. Il était fou de joie.* »

Ce petit boulot lui permet de gagner de quoi manger, à peine 400 euros. Justine est accompagnée par le Secours Catholique de Paris, notamment sur le plan administratif. Des relations d'amitié se sont nouées : Justine et Alice ou encore Françoise, une autre bénévole, s'appellent souvent. Cette dernière a donné des meubles d'appoint à la jeune Camerounaise.

15h30. L'heure de partir chercher Angelo à l'école. Justine doit marcher 30 minutes car son hôtel est loin du centre d'Aubervilliers. Sur le chemin se trouvent des immeubles fraîchement sortis de terre et elle rit de bon cœur : « *Plus tard ce sera chez nous, ici, on en parle souvent avec les autres mamans de l'hôtel. Je rêve d'un chez-moi avec une chambre pour mon fils.* »

Angelo saute dans les bras de sa maman qui le questionne : « *Tu as bien écouté la maîtresse ?* » Le petit garçon acquiesce. De retour à l'hôtel, l'enfant sort ses jouets et son gros camion rouge. « *Tu es grand, mon fils* », lui dit Justine en souriant, le regard plein de fierté.

« *Le plus dur,* poursuit-elle, *c'est de changer tout le temps de maison, surtout pour lui, à chaque fois il doit se refaire des copains. J'ai peur de devoir de nouveau tout recommencer ailleurs.* » Au-dessus du lit, Justine a fixé deux images qui symbolisent ses deux fils. L'aîné est resté au Cameroun.

« *Je tente de décorer pour faire comme chez moi, car ils disent toujours que l'hôtel est une maison de passage, mais ça dure des années. Ce n'est plus une case de passage, ça devient un chez-soi* », constate en soupirant la jeune femme.

Chez Aura, à Louveciennes

Louveciennes, à 20 km de Paris. Aura porte Lara, sa dernière fille, dans ses bras. Cette maman de 33 ans vient de prendre deux bus et un train pour faire le trajet de son hôtel à l'école où sont scolarisés ses autres enfants. Cela lui a demandé une heure. « *Il faut toujours marcher car l'hôtel est loin de tout, des commerces, de l'école…* », se plaint-elle.

Aura doit aussi se rendre dans le 15^{e} arrondissement de Paris au moins une fois toutes les deux semaines pour aller chercher son courrier sur son lieu de domiciliation. Temps de trajet : deux heures et demie rien que pour l'aller. À la sortie de l'école, la jeune femme discute avec des voisines de son hôtel, une Roumaine et une Sri-Lankaise. Quand elle part pour Paris, elle leur confie volontiers ses enfants. L'hôtel crée des solidarités.

De retour chez elle, devant la porte de la chambre 209, Aura introduit la clé dans la serrure et explique : « *Le gérant de l'hôtel aussi a une clé. Il me surveille et entre quand je ne suis pas là. Je me sens violée dans mon intimité, en prison.* » À l'intérieur, un salon avec un canapé-lit pour les parents et un lit à une place pour Lara, 2 ans et demi ; une kitchenette, une salle de bains ; et une chambre avec trois

lits pour les trois aînées, Roberta, 12 ans, Carla, 10 ans, et Auras, 8 ans.

Seuls quelques tapis viennent égayer les pièces : « *Je n'ai pas le droit de décorer, ce n'est pas un endroit où je pourrais dire que je me sens chez moi* », observe Aura.

La famille, d'origine roumaine, vit en France depuis 2005. La Roumanie étant membre de l'Union européenne depuis 2007, la famille a désormais le droit de séjourner en France. Le mari d'Aura travaille au McDo à Paris, et Aura aimerait travailler lorsque Lara ira à l'école : « *On pourra alors peut-être sortir de l'hôtel car je n'en peux plus de cette vie, ça fait onze ans qu'on vit dans des hôtels !* »

Impossible de dire le nombre d'hôtels qu'Aura et sa famille ont connu, peut-être douze, mais sûrement plus, de Pontoise à Créteil en passant par Vigneux-sur-Seine et Paris. Certains étaient insalubres avec des souris et des cafards, d'autres corrects, et dans certains Aura n'avait pas le droit de cuisiner.

> *Ce n'est pas un endroit où je peux me projeter dans l'avenir.*
>
> Aura

Dans l'enfer de l'hôtel

Aura, les traits tirés, s'absente pour fumer dehors. En rentrant, elle montre la fenêtre du salon qu'elle n'arrive pas à refermer et se plaint du froid qui entre : « *Il faudrait la réparer…* » À bout de nerfs, elle aspire à une vie meilleure, surtout pour les enfants : « *Ils ont honte de ne pas être comme les autres* », se désole-t-elle.

Dans leur chambre, Auras et Carla sont assis sur leur lit, l'un joue sur son téléphone, l'autre dessine sur une feuille de papier. On entend Lara qui s'amuse avec une moto en plastique dans le salon tandis qu'Aura cuisine des frites et des saucisses pour le

repas du soir.

Carla se plaint : « *C'est difficile de faire mes devoirs avec le bruit que font mes frère et sœurs, j'ai du mal à me concentrer.* » Elle est de mauvaise humeur et s'énerve contre sa mère parce qu'elle aurait préféré manger des pizzas. « *Ma maison est moche* », renchérit Auras, son frère.

Devant ses plaques, Aura dit qu'elle rêve de partir en vacances en Roumanie, mais « *je n'ai pas le droit de partir, ne serait-ce qu'un week-end,* explique-t-elle*. Sinon, au retour, nous n'aurons plus de toit* ». Le 115 interdit en effet aux personnes hébergées de quitter l'hôtel, même pour une nuit, sous peine de perdre leur place (1).

Les enfants passent à table. Roberta, l'aînée, prend en charge la petite dernière. Aura, elle, se rend dans la salle de bains pour laver du linge dans la baignoire. Comme Justine, elle craint d'être une nouvelle fois changée d'hôtel : « *Ce n'est pas un endroit où je peux me projeter dans l'avenir,* déplore-t-elle, *parce qu'aujourd'hui on est ici, et demain on peut nous envoyer n'importe où. Chaque fois on reprend tout à zéro : l'école pour les enfants, le travail… Comment voulez-vous qu'on s'insère alors qu'on n'est pas stable ?* »

Chez Nassira à Levallois

Retour dans la petite couronne de Paris, à Levallois. Nassira nous accueille un samedi avec son fils Hussein, 7 ans, et sa fille Sarah *(prénoms d'emprunt)*, 4 mois. Son mari, chauffeur routier, est parti au travail. Une odeur d'encens flotte dans la chambre pour retirer les odeurs de cuisine.

Des assiettes de pâtes sont servies sur une toute petite table en plastique. Les murs de la pièce sont envahis de meubles, de commodes et d'étagères. Toute la vie de

cette famille d’origine marocaine s’entasse dans cette pièce de 12 m² : vaisselle, produits alimentaires, vêtements, jouets…

Sur son lit, Hussein dessine des cœurs sur une feuille de papier : « *Un dessin pour maman* », annonce-t-il. Ce qu’il préfère dans cette chambre, c’est de construire des Lego sur le tapis ou regarder des dessins animés à la télé. Quand il sourit, on voit qu’il a perdu huit dents.

« *La petite souris est passée* », raconte-t-il. « *Heureusement, en vrai, nous n’avons pas de souris dans notre chambre, mais les voisins de palier en ont* », commente Nassira, la maman. Il faut dire qu’elle passe son temps à astiquer le sol, nettoyer la chambre et la petite salle de bains avec du vinaigre blanc.

Nassira, 35 ans, et sa famille vivent dans cet hôtel depuis 2015. Eux n’ont pas été ballottés, une chance. Jusqu’ici, la maman pouvait cuisiner sur des plaques électriques dans la chambre, mais désormais elle doit monter cuisiner au troisième étage, « *sauf qu’avec Sarah, le bébé, c’est impossible, je ne peux pas la laisser* ». Alors elle continue d’utiliser ses plaques.

Auparavant, Nassira travaillait comme femme de ménage dans l’hôtel. Avec leurs deux salaires, elle et son mari payaient alors 105 euros de loyer pour la chambre. Ils ont le droit de travailler car ils ont vécu en Espagne et possèdent un titre de séjour espagnol.

« *C’est normal de payer,* observe Nassira, lucide, *car lorsque j’aurai un appartement, je devrai aussi payer un loyer.* » Cet appartement, elle en rêve tous les jours. Elle voudrait surtout un bureau pour son fils, « *pour qu’il étudie correctement* ».

Bientôt, on aura notre logement et on invitera tes copains à la maison.

Nassira

En mai 2018, Nassira et sa famille ont été reconnus prioritaires loi Daho (2), mais aucune solution d'hébergement ne leur a été proposée depuis. Elle a introduit un recours, mais celui-ci a été rejeté car il manquait des pièces administratives. La jeune femme espère obtenir rapidement la nationalité espagnole pour faire avancer son dossier.

« *Bientôt, on aura notre logement et on invitera tes copains à la maison* », déclare la maman à son fils, qui s'amuse avec de petits jouets. « *C'est quand, bientôt ?* » demande-t-il.

SORTIR POUR SOUFFLER

« *Le plus difficile, pour moi, c'est de voir mon enfant différent des autres. L'hôtel n'est pas une vie pour des enfants. C'est pour ça que j'ai attendu longtemps avant d'avoir ma deuxième* », explique Nassira. Et puis, il y a aussi les galères d'eau froide – « *maintenant, c'est réparé* » – sans parler du manque d'espace, avec le lit de bébé de Sarah qui s'est rajouté.

Alors la famille sort le plus souvent possible, au parc, au cinéma ou au centre commercial. Ses amis ? Elle a renoncé à les voir. Car, confie-t-elle, « *j'ai honte de contempler l'espace dont disposent des amis marocains dans leur appartement à Puteaux. J'ai mal au cœur pour mon fils. Car chaque fois qu'on y allait, il me demandait pourquoi lui n'avait pas sa propre chambre*. »

Quand Sarah dort la journée, on doit chuchoter.

Nassira

Hussein s’approche de Sarah, sa petite sœur, et la couvre tendrement de baisers. « *J’aime bien lui donner le biberon* », déclare-t-il. Les rythmes différents des enfants pèsent aussi sur leur maman : « *Le soir, je dois laisser Hussein dormir à 20h30, alors je descends avec Sarah chez la voisine car la petite fait du bruit et ne s’endort pas à cette heure. À l’inverse, quand Sarah dort la journée, on doit chuchoter avec Hussein.* »

L’été dernier, la famille est partie en vacances durant une semaine à Nantes avec le Secours Catholique. L’association avait pris soin de prévenir le 115 pour que Nassira ne perde pas sa chambre d’hôtel. « *C’était la première fois qu’on partait en vacances en France* », souligne la jeune maman.

« *Hussein aurait voulu rester là-bas. La vérité, pour moi, c’est que c’était bizarre d’être dans un espace plus grand.* » Et ses yeux brillent en se remémorant ces souvenirs.

Mettre fin à la spirale infernale de l’hôtel
Le positionnement du Secours Catholique

« L’hébergement à l’hôtel est l’un des symptômes du mal-logement en France : les défaillances de la politique publique du logement bloquent de nombreuses personnes en hébergements d’urgence, ce qui conduit à une pénurie de places », alerte Fanny Plançon, du département de la rue au logement du Secours Catholique. « Conséquence : les dispositifs d’urgence gérés par le 115 ne peuvent plus répondre aux demandes des personnes qui les sollicitent. »
Des dizaines de milliers de personnes se retrouvent ainsi hébergées à l’hôtel durant des mois, voire des années, dans des conditions de vie indignes. Aujourd’hui, l’hôtel n’est plus une réponse à l’urgence mais une proposition d’hébergement insatisfaisante, qui favorise l’exclusion de familles qui n’ont plus d’ancrage social local. Pour le Secours Catholique, le recours à l’hôtel doit être exceptionnel, uniquement pour des situations d’urgence. Il faut organiser le relogement des personnes hébergées à l’hôtel sur de longues durées.
Sans logement pérenne, la précarisation de ces personnes s’aggrave aux dépens de

leur insertion sociale et professionnelle. C’est pourquoi l’association souhaite que les personnes vivant dans des hôtels depuis plusieurs années puissent voir leur situation régularisée, afin de poursuivre leur vie légalement en France et de s’intégrer, en accédant notamment à un logement. « Dans une logique dite du “logement d'abord”, conclut Fanny Plançon, nous pensons que les étapes successives d'hébergement précaire sont coûteuses à tous points de vue, et qu'il est nécessaire pour toute personne d'accéder directement à un logement. »

(1) Sauf si une demande spéciale a été déposée au Samu social – souvent par le biais d’associations comme le Secours Catholique – pour des vacances de 5 à 7 jours.
(2) Droit à l’hébergement opposable : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F20343

Cécile Leclerc-Laurent

https://tarnaveyronlozere.secours-catholique.org/notre-actualite/dans-lenfer-de-lhotel-0